

Autres recommandations et ressources

Recommandations en prévision du budget fédéral de 2018

Dans le cadre de la consultation prébudgétaire menée chaque année par le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, la FCA a soumis des propositions dans quatre secteurs clés. Nos propositions ont trait au potentiel de croissance économique à long terme de l'agriculture, aux politiques fiscales, aux services de réglementation et au soutien à accorder aux collectivités rurales. Nous vous invitons à lire notre document prébudgétaire dans son entièreté sur notre site Web : www.cfa-fca.ca

Recommandations concernant une politique alimentaire nationale

La FCA collabore activement avec les représentants élus, les représentants gouvernementaux, la société civile, les groupes autochtones, les milieux universitaires et d'autres organisations pour échanger des points de vue sur les quatre thèmes stratégiques définis par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lawrence MacAulay, lorsqu'il a annoncé la tenue de consultations nationales plus tôt cette année :

- améliorer l'accès à des aliments abordables
- améliorer la salubrité des aliments et la santé
- préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air
- produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure

Il semble que le but du gouvernement est d'élaborer un projet de politique alimentaire nationale en 2018. Cela offrirait de nombreuses possibilités intéressantes au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, mais posera également des défis. Nous vous invitons à lire notre document de travail en ligne pour en savoir plus à : www.cfa-fca.ca.

N'hésitez pas à communiquer avec nous! Nous nous ferons un plaisir de vous fournir d'autres renseignements ou ressources en réponse à toute question que vous pourriez avoir au sujet de notre industrie.

Tél. : 613-236-3633 • Courriel : bureau@producteurs-canadiens.ca



Exploiter le potentiel du secteur agroalimentaire au Canada

La Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) parle d'une voix unifiée pour défendre les intérêts des agriculteurs canadiens à l'échelle nationale. Au Canada, on trouve **1 emploi sur 8** dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, qui apporte **108 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB)** de notre pays.

Vous trouverez dans les pages qui suivent les recommandations de la FCA concernant l'ALENA et la politique fiscale, ainsi que des liens vers d'autres ressources qui peuvent faciliter la prise de décisions stratégiques.

octobre 2017

MEMBRES DE LA FCA :

AGRICULTURAL PRODUCERS ASSOCIATION OF SASKATCHEWAN
ALBERTA FEDERATION OF AGRICULTURE
ALLIANCE AGRICOLE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
ALLIANCE CANADIENNE DE L'HORTICULTURE ORNEMENTALE
ASSOCIATION CANADIENNE DES PRODUCTEURS DE SEMENCES
ASSOCIATION CANADIENNE POUR LES PLANTES FOURRAGÈRES
CANADIAN HONEY COUNCIL
CANADIAN SUGAR BEET PRODUCERS ASSOCIATION
COALITION DES PRODUCTEURS DE GRAINS ONTARIO-QUEBEC
CONSEIL DE L'AGRICULTURE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
ÉQUESTRE CANADA
FARMERS OF NORTH AMERICA (STRATEGIC AGRICULTURE INSTITUTE)
FÉDÉRATION DE L'AGRICULTURE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
FÉDÉRATION DE L'AGRICULTURE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

FÉDÉRATION DE L'AGRICULTURE DE TERRE-NEUVE ET DE LABRADOR
FÉDÉRATION DE L'AGRICULTURE DE L'ONTARIO
FOREIGN AGRICULTURAL RESOURCE MANAGEMENT SERVICES
KEystone AGRICULTURAL PRODUCERS (MANITOBA)
LES ÉLEVEURS DE DINDON DU CANADA
LES PRODUCTEURS D'OEUF D'INCUBATION DU CANADA
LES PRODUCTEURS D'ŒUFS DU CANADA
LES PRODUCTEURS DE POULET DU CANADA
LES PRODUCTEURS LAITIERS DU CANADA
MUSHROOMS CANADA
NATIONAL SHEEP NETWORK
STANDARD BRED CANADA
TABLE PANCANADIENNE DE LA RELÈVE AGRICOLE
UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES (QUÉBEC)



Négociations de l'ALENA

La croissance et la réussite de l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada sont attribuable en grande partie aux accords commerciaux internationaux conclus par notre pays, puisque le secteur dépend des marchés d'exportation pour écouler environ 60 % de sa production. Actuellement, l'ALENA est l'accord commercial le plus important pour l'agriculture canadienne, tant du point de vue du volume que de la valeur, puisque les échanges commerciaux réciproques s'élèvent à environ 56 milliards de dollars avec les États-Unis et à environ 3,8 milliards de dollars avec le Mexique.

À l'issue de la quatrième ronde de négociations à Washington, il est clair que la véritable intention de l'administration américaine est de remanier entièrement l'ALENA aux dépens du Canada et du Mexique. Plusieurs propositions avancées par les États-Unis ont été qualifiées de « scandaleuses » par des participants aux négociations. En réalité, certains remettent en question l'engagement des États-Unis de même vouloir un aboutissement heureux. Tandis que la proposition touchant les produits laitiers, si elle était acceptée, décimerait cette industrie canadienne, ce sont les propositions qui ne sont pas reliées à l'agriculture qui menacent de faire dérailler les négociations. Les propositions américaines sur les règles relatives au contenu national dans le secteur automobile, l'élimination du chapitre 19, la clause de temporisation et l'offre concernant l'approvisionnement des gouvernements sont autant de dossiers où le Canada refuse de céder.

Recommandations :

Les négociations de modernisation de l'ALENA doivent continuer de reposer sur le principe de ne pas « causer du tort ». La FCA recommande que les négociateurs :

- s'opposent à tous changements à l'ALENA qui modifieraient la taille des contingents tarifaires et/ou qui réduiraient les tarifs hors contingent pour les produits laitiers et avicoles et les produits d'œufs;
- s'opposent à tous changements à l'ALENA qui auraient comme effet de saper, de quelque façon que ce soit, l'accès aux marchés agricoles que le Canada a négocié et a réussi à obtenir pour les produits canadiens dans le cadre de l'Accord commercial Canada-États-Unis (ACCEU) ou de l'ALENA;
- éliminent les barrières commerciales techniques existantes afin de faciliter les flux commerciaux des produits agricoles et de favoriser l'augmentation du volume des exportations de ces produits;
- cherchent à assurer l'harmonisation de la réglementation afin de faciliter une plus grande intégration de l'industrie agricole dans les trois pays;
- fassent en sorte qu'un solide mécanisme de règlement des différends soit maintenu dans le chapitre 19.

Réforme de la politique fiscale

En juillet 2017, Finances Canada a publié les ébauches de plans proposant des réformes fiscales de grande envergure portant sur la répartition du revenu, le traitement du revenu de placements passifs et le dépouillement des revenus sous la forme de gains en capital par les sociétés canadiennes privées. L'objectif déclaré de ces changements était que le gouvernement souhaitait mettre fin aux « échappatoires » dans la Loi du revenu sur l'impôt exploités par les riches.

Or, ces changements auraient eu des conséquences variées et à la fois complexes et problématiques pour toutes les sociétés privées au Canada. Les familles d'agriculteurs auraient eu à faire face à une augmentation de leurs impôts, à l'imposition de nouveaux coûts au moment du transfert de leur entreprise à la prochaine génération et à de nouvelles règles risquant de les dissuader de garder l'entreprise agricole au sein de la famille. La courte période de consultation durant l'été, qui prenait fin durant la moisson, a causé de la frustration parmi les agriculteurs, qui n'ont pas pu consacrer le temps nécessaire à l'examen de changements aussi importants.

La FCA a décrit les conséquences imprévues de chaque proposition, en soulignant que les changements étaient trop complexes et feraient qu'il serait plus difficile de planifier pour l'avenir et de transférer les fermes à la prochaine génération. La FCA a toutefois été heureuse d'apprendre que le ministre des Finances a reconnu ces conséquences, a pris du recul et, dans de nombreux cas, a laissé tomber les propositions problématiques. La FCA voit également d'un bon œil l'annonce récente de réduire le taux d'imposition des petites entreprises à 9 % d'ici 2019.

La FCA est prudemment optimiste après les annonces de la semaine dernière, même si le gouvernement n'a pas encore divulgué les détails des propositions ayant trait au revenu des investissements passifs et à la répartition du revenu et même s'il faudra examiner davantage ces détails avant que nous puissions accorder notre soutien complet aux nouvelles propositions.

Recommandations :

- S'assurer que le gouvernement accorde suffisamment de temps et d'espace à la discussion des propositions détaillées à venir – avant qu'elles ne soient promulguées.
- À l'avenir, collaborer avec le secteur avant que d'autres changements de ce genre ne soient introduits, afin d'éviter que les politiques et propositions d'un ministère freinent les possibilités de croissance du secteur, telles que décrites dans les objectifs de croissance ambitieux proposés dans le Budget de 2017.

